

Service Domaine Public

Affaire suivie par le service domaine public
Tél. : 04.90.71.96.49. / Fax : 04.90.71.99.70.
Courriel : domainepublic@ville-cavaillon.fr

ARRETE N° 2022/AT.148

Portant restriction temporaire de la circulation

**Avenue du Pont – avenue de Verdun – route des Courses – avenue Germain Chauvin – chemin du Mitan – chemin du Puits des Gavottes – avenue de Cheval Blanc en agglomération
à l'occasion de travaux du 05 septembre 2022 au 23 septembre 2022**

Le Maire de Cavaillon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,

Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,

Vu l'arrêté n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis du service infrastructures et équipements,

Considérant la demande formulée par l'entreprise P&G TELECOM, 98 boulevard de l'Europe, agissant pour le compte de Bouygues Télécom, en vue d'effectuer des travaux d'ouverture de chambre pour la pose de la fibre optique,

Considérant que pour permettre le bon déroulement du chantier, il y a lieu de réglementer la circulation sis Avenue du Pont – avenue de Verdun – route des Courses – avenue Germain Chauvin – chemin du Mitan – chemin du Puits des Gavottes – avenue de Cheval Blanc en agglomération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux effectués par l'entreprise P&G TELECOM du 05 septembre 2022 au 23 septembre 2022 inclus, la circulation des véhicules se fera sur demi-chaussée réglée par alternat par feux tricolores ou sur chaussée rétrécie réglée par balisage.

La vitesse de circulation des véhicules pourra être abaissée à 30 km/h.

L'entreprise est autorisée à occuper le domaine public sur les trottoirs et accotements au droit des travaux.

La circulation des piétons sera déviée et sécurisée en amont et en aval du chantier.

A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

Article 2 : les travaux seront effectués de nuit de 21h à 06h00.

Article 3 : L'entreprise informera la Police Municipale au 04 90 78 21 38 : du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers en laissant les coordonnées du responsable du chantier.

Article 4 : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

Article 5 : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, selon le manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles, sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

Article 6 : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

Article 8 : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

Article dernier : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise P&G TELECOM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Cavaillon, le
Pour Le Maire et par délégation,
Le Directeur général des services,



VILLE DE CAVAILLON
MAIRIE
Frédéric MAUREL

Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.

Notifié, affiché ou publié le :2 SEP. 2022

Signature si notification